

Degrees of Democracy. Politics, Public Opinion, and Policy

Vincent Tiberj

▶ **To cite this version:**

Vincent Tiberj. Degrees of Democracy. Politics, Public Opinion, and Policy. Revue Française de Science Politique, 2011, 61 (1), pp.146 - 147. hal-03460518

HAL Id: hal-03460518
https://sciencespo.hal.science/hal-03460518

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

développées dans un contexte institutionnel donné ; un changement de mode de scrutin ou une modification des logiques de formation des coalitions gouvernementales pourraient ainsi représenter une expérience naturelle intéressante pour juger de la stabilité ou de l'adaptabilité de ces modes de formation du jugement.

Nicolas Sauger –
Sciences Po Paris, CEE

Soroka (Stuart N.), Wlezien (Christopher) – *Degrees of Democracy. Politics, Public Opinion, and Policy.* –
New York, Cambridge University Press, 2010.
242 p. Annexe. Bibliogr. Index.

Degrees of Democracy est un livre ambitieux, et plus important encore, c'est un livre qui répond à ses ambitions. Il ne s'agit pas moins ici de résoudre une des questions récurrentes de notre discipline depuis la théorie fonctionnaliste d'Easton : la démocratie représente-t-elle bien la volonté des représentés ? Les auteurs répondent par l'affirmative, en dépit de théories postulant la coupure entre représentants et représentés et la montée de la défiance parmi les citoyens, ou encore de travaux soulignant les inégalités de représentation entre les riches et les pauvres. Pour ce faire, ils se fondent sur trois cas empiriques (les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni) au sein desquels ils explorent deux connections essentielles : la *public responsiveness* (la capacité des électeurs à actualiser leurs préférences en fonction des décisions des responsables politiques) et la *policy representation* (la capacité des responsables politiques à tenir compte dans leurs décisions des évolutions du public). En cela, ce travail se situe à l'articulation entre *policy* et *politics*.

Leur modèle théorique s'inscrit dans deux courants de recherche initiés dans les années 1990 : d'une part, l'analyse macro de l'opinion publique[1], et d'autre part, la littérature autour de la *politics of attention*, en particulier celle qui s'appuie sur les budgets consacrés aux différents secteurs de politiques publiques[2]. Leurs attendus théoriques postulent que les électeurs se comportent conformément au modèle thermostatique de Christopher Wlezien[3], c'est-à-dire qu'ils réagiront de façon contraire à la politique proposée par les responsables politiques (*negative feedback*) : par exemple, plus le parlement accordera de crédits à la défense, moins les électeurs soutiendront cette politique, et inversement. Mais cette relation est soumise à des contraintes de deux ordres. La réactivité du public dépend d'abord de la saillance de l'enjeu de politique publique concerné. Ainsi, l'électorat sera d'autant plus réactif que le domaine politique leur tient à cœur. Pour un enjeu mineur en revanche, comme les transports ou l'aide extérieure, les évolutions des politiques publiques pèseront moins dans les préférences des citoyens. La sensibilité du public dépend ensuite de la division verticale du pouvoir. Ainsi, alors que les électeurs seront plus réactifs dans le cadre d'un état centralisé, une architecture politique fédérale, au sein de laquelle les décisions peuvent être prises à plusieurs niveaux, rendra le signal plus difficile à percevoir pour les citoyens.

Du côté des responsables politiques, le modèle suppose que les décideurs politiques tendent à s'adapter aux évolutions de l'opinion, ne serait-ce que dans un but de réélection. Ici, les auteurs envisagent cependant que la *policy representation* entrera en interaction d'abord avec des facteurs partisans mais également avec la configuration institutionnelle. Ainsi, un système *madisonien* d'équilibre entre le législatif et l'exécutif sera plus réactif qu'un système purement parlementaire, davantage caractérisé par un cabinet dominant les membres du parlement.

On ne peut que souligner l'énorme travail de recherche et de standardisation des données de sondage (versant 1 du modèle théorique) et de budget (versant 2). Pour le cas américain, les auteurs mobilisent près de 35 années de données d'opinion quasi annuelles sur 9 domaines de politiques publiques (aide extérieure, espace, défense, crime, environnement, développement urbain, éducation, santé et *welfare*). Bien que moins documentés, les cas canadien et anglais couvrent tout de même au moins deux décennies et respectivement 4 et 6 domaines de politiques publiques. Les

1. Benjamin Page, Robert Shapiro, *The Rational Public. Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*, Chicago, University of Chicago Press, 1992 ; James A. Stimson, *Tides of Consent. How Public Opinion Shapes American Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.
2. Bryan Jones, Frank Baumgartner, *Politics of Attention. How Government Prioritizes Problems*, Chicago, University of Chicago Press, 2005.
3. Christopher Wlezien, « The Public as Thermostat : Dynamics of Preferences for Spending », *American Journal of Political Science*, 39, 1995, p. 981-1000.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 04/11/2014 11h00. © Presses de Sciences Po

auteurs allient aux données d'opinion un double travail sur les budgets par rubriques, à la fois en termes de dotations et de réalisations. Ils distinguent en outre budgets fédéraux et locaux quand il y a lieu. D'un point de vue empirique, la démonstration est donc plus que solide, y compris quand elle tient compte des inégalités (de revenu, de niveau d'éducation entendu comme une variable approximante du niveau de compétence politique, ou encore d'alignement partisan) qui divisent les électorats nationaux. Il ressort de cette dernière analyse que la *public responsiveness* n'est pas qu'affaire d'élites surinformées et composées de « citoyens sophistiqués ». Elle se retrouve également parmi les citoyens ordinaires, dont on sait combien ils sont généralement éloignés du politique. Les auteurs concluent sur ce point en parlant de « publics parallèles », résultat que l'on retrouve ailleurs et qui continuera de nous interroger entre ce que nous savons de l'irrationalité au niveau individuel et de cette rationalité au niveau agrégé.

Face à cette recherche d'excellence, plusieurs questions se posent cependant, qui constituent autant de possibles pistes de recherche. D'abord, si on ne peut contester l'existence et la rapidité de la réactivité du public (les auteurs réussissent à l'évaluer à quelques mois à peine), on aimerait mieux comprendre les mécanismes qui l'animent au niveau micropolitique. La même critique peut également être appliquée à la *policy representation* : dans un univers politique saturé d'informations mais aussi de pressions de part et d'autre, comment les responsables politiques sont-ils en mesure de détecter « la volonté du peuple » ?

Le diagnostic des auteurs tient aussi à une analyse de long terme. Autrement dit, en moyenne, sur une période relativement longue, les demandes d'en bas sont prises en compte par les responsables d'en haut. Cependant, la lecture des graphiques représentant les évolutions des dépenses et des préférences en matières sociales et de défense (p. 90 et p. 128) montre aussi des périodes de déconnection entre les deux courbes. Ces périodes mériteraient l'attention puisqu'elles s'étendent sur plusieurs années (soit presque un mandat présidentiel). Ici, des études de cas pourraient s'avérer intéressantes pour mieux comprendre ces moments de friction et leur résolution.

Enfin, les auteurs ont finalement une approche de la *policy representation* graduelle (cela étant dû à la nature même de leurs variables de politiques publiques). Or, les activités politiques peuvent aussi être de nature discrète, en termes de priorisation des domaines et programmes d'action, voire en termes de lois. Ainsi, soit on abolit soit on rétablit la peine de mort, or dans ce genre d'*outputs* politiques, la relation avec la « volonté du peuple » risque d'être beaucoup moins fluide. La question de l'attention mais aussi le contenu des lois pourraient permettre de développer une compréhension encore plus fine des phénomènes étudiés. L'élargissement à d'autres cas nationaux, incarnant d'autres configurations institutionnelles ou partisanes, serait en mesure de valider le jeu d'hypothèses édifiées par les auteurs à une plus large échelle.

Vincent Tiberj –
Sciences Po Paris, CEE

Pudal (Bernard) – ***Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours.*** –
Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009 (Savoir/agir). 216 p. Glossaire.

Comment peut-on encore étudier le communisme français ? Qu'ajouter à un corpus pléthorique de recherches, d'essais et de témoignages ? Et surtout, quel intérêt y a-t-il à scruter un objet « mort » ? À ces questions devenues routinières, l'ouvrage de Bernard Pudal répond par une analyse socio-historique stimulante. Sur la base d'un ensemble d'articles déjà parus, présentés ici sous une forme articulée et actualisée, l'auteur propose un déplacement du regard, reléguant à l'arrière-plan les considérations politiques immédiates et recentrant l'attention sur des enjeux théoriques généralement délaissés. En effet, malgré une impression de saturation analytique, le phénomène communiste reste largement à élucider. Si le « silence des communistes »[1] a entretenu la méconnaissance des expériences militantes, l'inflation des commentaires et des études a contribué à obscurcir l'objet en relayant une série d'impensés. B. Pudal dévoile ainsi les logiques d'imposition d'une « métaphore obsédante, celle du déclin, de l'agonie, puis de la mort du PCF ». Sans contester

1. Vittorio Foa, *Le silence des communistes*, Paris, L'Arche, 2007.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 04/11/2014 11h00. © Presses de Sciences Po